

Elisabeth Guigou
Secrétaire nationale
Députée de Seine-Saint-Denis

CONVENTION QUESTIONS INTERNATIONALES

L'Union européenne, la Méditerranée et l'Afrique

Le XXI^e siècle sera celui de la Méditerranée, de l'Afrique et du Proche-Orient. Sur ce continent, aujourd'hui relégué aux marges de la mondialisation, nombreux sont déjà les pays émergents : le Maroc et la Tunisie en Afrique du Nord, l'Afrique Sud-Saharienne connaît une croissance de 6%. Au Proche-Orient, malgré le conflit, Israël et la Cisjordanie ont une croissance élevée, de même que la Turquie, le Liban, la Syrie.

Or l'Europe et en particulier la France, bénéficient de liens historiques, culturels, humains (5 millions d'Africains résidents en Europe) et d'une proximité géographique avec le Maghreb et l'Afrique qui devraient être davantage valorisés. L'Europe jouit d'une rente de situation, mais pour combien de temps encore?

Ce continent suscite la convoitise des grandes puissances. Les Etats-Unis y sont présents et depuis quelques années, la Chine, qui y trouve l'énergie et les matières premières - y compris les plus rares comme le lithium - dont elle est dépourvue et des marchés pour ses entreprises. Heureusement, l'Afrique reste attachée à ses liens avec l'Europe. Mais l'Europe se ferme de plus en plus aux étudiants africains qui sont nombreux à aller aux Etats-Unis, en Chine, en Inde poursuivre leurs études supérieures. Elle se ferme aussi de plus en plus aux familles. L'Afrique et le Proche-Orient et en premier lieu les pays qui bordent la Méditerranée, jusqu'à la Turquie, sont un enjeu stratégique pour l'Europe.

Cet enjeu, Jacques Delors, Président de la Commission européenne l'a compris lorsqu'il a lancé le partenariat euro-méditerranéen à Barcelone en 1995. Ce partenariat a eu ses mérites, mais il n'a pas répondu aux attentes qu'il avait suscitées. En 2005 à l'occasion du 10^e anniversaire du partenariat de Barcelone, de nombreux responsables politiques du Nord et du Sud de la Méditerranée ont demandé qu'il soit réorganisé, autour de projets concrets d'intérêt commun à l'Europe et aux Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM) et d'institutions qui lui soient propres et où seraient représentés, à égalité, l'Union européenne et les PSEM.

Nicolas Sarkozy, s'est emparé de ce projet lors de la campagne présidentielle et a failli le faire sombrer en voulant le réserver aux seuls pays européens riverains de la Méditerranée, à l'exclusion des Etats du Nord de l'Europe. Erreur stratégique, car l'intérêt de la France est évidemment d'intéresser l'ensemble de l'Union européenne à l'Afrique. Boycotté par l'Allemagne et les pays du Nord, à l'origine de fortes tensions franco-allemandes, le projet d'Union euro-méditerranéenne a, in extremis, été sauvé du naufrage, Nicolas Sarkozy acceptant finalement d'inclure dans l'Union pour la Méditerranée tous les pays de l'Union européenne.

Depuis le premier Sommet de l'Union pour la Méditerranée le 12 juillet 2008 à Paris le processus politique est enlisé, au point que le Sommet prévu par la présidence espagnole en juin 2010 a du être reporté à l'automne.

Cet enlissement politique doit être surmonté. Nous le devons aux initiateurs du projet, Jacques Delors et Felipe Gonzales, et aux peuples européens et africains qui peuvent réaliser, avec l'Union euro-méditerranéenne puis euro-africaine, un projet politique à l'échelle de la mondialisation.

L'Europe et l'Afrique sont aujourd'hui devant un choix stratégique : s'unir et représenter une grande puissance mondiale, capable de parler d'égal à égal avec les Etats-Unis et la Chine ; ou rester séparés et être définitivement marginalisés dans la mondialisation.

1 – L'Union euro-méditerranéenne est une urgente nécessité dans le monde d'aujourd'hui.

1.1 - L'Union euro-méditerranéenne est nécessaire pour au moins deux raisons :

parce que les complémentarités si elles sont exploitées, donnent un potentiel de développement considérable. Elles sont de trois ordres :

Démographique : alors que l'Europe vieillit et va perdre 20 millions d'habitants d'ici à 2030, le Sud de la Méditerranée a une population jeune qui a besoin de débouchés professionnels.

Energétique : alors que l'Union Européenne importe aujourd'hui 50% de son énergie, et dans vingt ans 70%, au sud l'énergie et les matières premières sont abondantes.

Economique : alors que l'Europe est en avance pour les technologies, les brevets et offre un cadre sécurisé pour les investissements, le sud de la Méditerranée est en forte croissance économique.

Ce qui manque au Nord on le trouve au Sud de la Méditerranée, et réciproquement.

parce que des défis communs sont à relever sur la sécurité alimentaire, la santé, les migrations de population, la sécurité et la réchauffement climatique.

Le réchauffement climatique : le GIEC estime que le bassin méditerranéen est la zone la plus fragile du monde : augmentation des températures, du niveau de la mer, réduction des précipitations, risques sismiques avec comme conséquence inévitable de vastes migrations climatiques. Cette évolution ne peut être contrecarrée que par une volonté commune d'agir. Le bassin méditerranéen est condamné à être le laboratoire de la croissance écologique.

La sécurité alimentaire : la demande alimentaire mondiale va augmenter de 70% dans les prochaines décennies et deviendra un problème majeur pour la Méditerranée. Au Sud, le potentiel de production est très contraint : le foncier est limité, l'eau insuffisante (un enjeu majeur avec l'exode rural, la pression touristique, le réchauffement du climat) et les filières agroalimentaires sont peu structurées. Les consommations changent et font disparaître le fameux modèle alimentaire méditerranéen, garantie de santé et de longévité. Toutes les projections internationales montrent que les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM) seront les plus déficitaires en potentiel alimentaire par habitant. L'Europe de son côté, a besoin de limiter ses émissions de carbone et de redécouvrir les vertus de la proximité. Pourquoi importer des kiwis du Chili ou de l'agneau de Nouvelle-Zélande si ces produits peuvent venir d'Afrique ?

La santé : en Afrique sub-saharienne, le Sida et le paludisme font des ravages. Au Maghreb et au Proche-Orient, les équipements sanitaires (hôpitaux publics, dispensaires) sont encore insuffisants. Au nord avec le vieillissement de la population, les besoins explosent. La demande en médecins, en infirmiers, en aides-soignants ne cesse d'augmenter. Des formations communes et des mobilités professionnelles entre l'Europe et le Sud de la Méditerranée restent à inventer.

Les migrations de populations vont nécessairement s'amplifier car le développement économique ne peut se faire sans mobilité. Les liens politiques et culturels entre populations

des deux rives de la Méditerranée sont une richesse. Une Union euro-méditerranéenne sans échanges humains n'a aucun sens. Mais il faut organiser ces migrations car les PSEM deviennent des pays d'immigration et la compétition internationale pour les diplômés très qualifiés s'intensifie.

La sécurité : l'Europe et les PSEM affrontent des menaces extrémistes, le même terrorisme, la même criminalité organisée : Al Qaïda frappe au Maghreb, au Sahel, en Mauritanie, au Mali, en Algérie comme en Europe. L'Afrique de l'Ouest est ravagée par les trafics de drogue, d'enfants et par la prostitution. La sécurité est une question centrale d'intérêt commun.

1.2 - La crise mondiale fait de l'Union euro-méditerranéenne une urgence absolue.

La crise atteint les deux rives. L'origine de la crise n'est pas la même, mais les effets se font sentir de la même façon. L'Europe voit ses déficits et sa dette exploser, et sa croissance s'affaiblir. Les PSEM sont de leur côté relativement épargnés par la crise financière car leurs banques n'ont pas joué avec les produits dérivés. Ils subissent toutefois le contre coup du ralentissement de la croissance en Europe avec laquelle ils réalisent l'essentiel de leurs échanges et d'où viennent des investissements créateurs d'emplois.

Le risque de dépression durable est réel. Les politiques de rigueur en Europe menacent de casser durablement la croissance et de nourrir encore plus les déficits et le chômage. Résorber les déficits ne peut se faire seulement en réduisant les dépenses. Il faut aussi augmenter les recettes des états et des régimes sociaux, et ceci passe par la croissance et l'emploi qui fait rentrer des impôts et des cotisations dans les caisses publiques.

Le contrecoup d'une dépression européenne serait énorme au Sud de la Méditerranée. Les pays du Sud ne peuvent espérer compenser avec l'Amérique et l'Asie le déficit des débouchés et d'investissements qu'ils perdent en Europe, en tout cas pas à court terme. Or, comme disait Keynes, dans le long terme « nous sommes tous morts ».

Le co-développement euro-méditerranéen est la seule solution.

Le Sud de la Méditerranée ne doit pas devenir une économie chinoise ou américaine. Ces deux continents n'ont ni les mêmes valeurs ni les mêmes intérêts pour l'Europe et l'Afrique.

Mais pour peser dans la mondialisation il faut s'organiser à l'échelle des continents. Et pour être entendu dans les organisations internationales, il faut changer d'échelle et être le porte-parole à la fois de pays développés et de pays émergents.

2 – L'union euro-méditerranéenne, puis euro-africaine, c'est possible.

2.1 - L'Union euro-méditerranéenne pour répondre aux défis de la mondialisation.

La puissance se déplace de l'Ouest vers l'Est. La Chine sera bientôt la première puissance mondiale. Elle est déjà présente en Afrique du Nord, en Afrique subsaharienne, pour chercher des marchés, investir, trouver les matières premières : énergies, métaux rares, et fabriquer en Chine des produits artisanaux arabes revendus au Maghreb et au Moyen-Orient.

La puissance change d'échelle. L'ordre de grandeur aujourd'hui est devenu le milliard de population. Or si l'on fait la somme de la population européenne ajoutée à celle des PSEM et du Moyen-Orient ont aboutit à 900 millions d'habitants. Si l'on ajoute la population européenne à celle du continent africain : 1.7 milliard d'habitants. En 2050, l'ensemble euro-africain pèsera 2.5 milliards d'êtres humains, soit le quart de la population mondiale. Avec un tel potentiel, il est possible de construire un développement économique social et écologiquement partagé et de se faire entendre dans les organisations internationales et par les autres grandes puissances mondiales.

2.2 - Construire une croissance et un développement partagé.

« **Retrouver la croissance** » doit être un objectif central pour l'Europe. Mais il faudra aller chercher la croissance. Pour cela l'Union européenne doit consolider l'euro en développant la gouvernance économique et les politiques communes : harmonisation fiscale (IS et impôts sur l'épargne), coordination budgétaire, stratégie de croissance (investissements dans l'avenir, la recherche, les nouvelles technologies, l'économie écologique, les réseaux de communication). L'Union européenne doit dégager des moyens pour atteindre ces objectifs : augmenter le budget européen, autoriser la Commission et la BEI à contracter des emprunts européens, et créer un « FME » pour garantir la solidarité dans la zone euro.

Au sud de la Méditerranée, il est indispensable d'améliorer la gouvernance, de réaliser les

investissements d'avenir nécessaires, de lutter contre la corruption et l'économie de rente, d'investir dans l'éducation, la santé, et la protection sociale.

Il est vital de sécuriser et dynamiser les investissements du Nord vers le Sud qui sont dramatiquement bas. Les investissements européens (IDE) dans les PSEM représentent 3% de l'ensemble des IDE dans le monde, alors que les investissements des Etats-Unis vers l'Amérique Latine par exemple, font 17% du total. Le Japon a de son côté créé dans les années 1960 les « Dragons du Sud-Est asiatiques » en réalisant jusqu'à 20% de ses investissements directs chez eux. Pour dynamiser les investissements du Nord de la Méditerranée vers le Sud il faudrait créer une zone de stabilité monétaire. Pour éviter le décalage entre les échanges payés en euro et ceux réglés en dollars, il faudrait organiser un accrochage monétaire, un Système monétaire euro-méditerranéen (SNEM) et ne pas exclure, à terme, l'extension de la zone euro. Il faudrait aussi un système de garantie des exportations et des investissements par un cadre juridique stable. La création d'une banque de développement spécifique permettrait d'organiser un cadre financier propice au développement des investissements.

Il faut bâtir une zone intégrée d'industries, d'agriculture, d'énergie, de mobilité professionnelle. Le redéploiement industriel peut être un remède aux délocalisations. Le Japon a tiré parti du développement des dragons du Sud Est asiatiques. L'Allemagne a fait de même avec les PECO. Elle a conservé, renforcé et développé les segments industriels à forte valeur ajoutée. Dans les PECO sont localisés les ateliers de main d'œuvre au départ peu qualifiée. Le redéploiement industriel a créé des emplois dans l'industrie en Allemagne. L'Allemagne est aujourd'hui le premier exportateur mondial, à égalité avec la Chine. Ce modèle doit être organisé plutôt que subi, entre l'Europe et les PSEM. L'agriculture doit être incluse dans ce projet en jouant sur le calendrier et les productions. Ce sera un processus gagnant-gagnant au Nord comme au Sud de la Méditerranée : plus de croissance partagée, plus d'emplois qualifiés, moins de migrations massives.

La mobilité professionnelle doit remplacer les migrations non voulues : d'une part la mobilité des étudiants et des professeurs ; d'autre part la mobilité professionnelle liée à des besoins en Europe : infirmiers, aides-soignants, aides aux personnes dépendantes, médecins généralistes, kinésithérapeutes, et des besoins en Afrique pour les hôpitaux

publics, la sécurité sociale. Il faut que l'Europe finance la formation des personnels qualifiés, qu'elle soit attractive et qu'en contrepartie l'Afrique se développe pour pouvoir offrir des emplois à sa jeunesse. Nous voulons créer un Erasmus euro-méditerranéen et euro-africain pour attirer vers l'Europe les étudiants africains et intéresser nos étudiants au développement des PSEM et de l'Afrique.

Une Communauté énergétique pourrait être créée à terme entre l'Union européenne et l'Afrique.

2.3 – Peser dans les institutions internationales.

Le juste échange et le partage de la valeur ajoutée doivent se substituer au libre échange déséquilibré ou à la seule exploitation des matières premières. L'échange international doit intégrer une élévation des normes sociales, des normes écologiques, de la gouvernance. Pour cela il est urgent de sortir du cadre bilatéral traditionnel (Maroc – UE, Tunisie – UE avec statuts avancés) et promouvoir un cadre multilatéral au niveau euro-méditerranéen. Probablement insuffisant, un « marché commun magrébin » est indispensable. Mais il suppose de régler le plus vite possible le conflit entre l'Algérie et le Maroc qui pénalise le développement de ces pays, ainsi que de la Tunisie et de la Mauritanie. Par ailleurs, un marché commun se construit entre la Turquie, la Syrie, la Jordanie, le Liban, et bientôt l'Irak.

L'Union euro-méditerranéenne puis euroafricaine peut construire un co-développement vertueux avec un partenariat équilibré gagnant-gagnant sur les deux rives. La construction d'une zone intégrée économiquement et socialement donne les meilleures chances de résoudre les conflits et de dépasser les problèmes politiques et culturels.

Bien sûr il faut que chacun balaye devant sa porte. L'Europe doit consolider sa gouvernance économique et politique. L'Afrique doit améliorer la gouvernance et l'état de droit.

L'Asie s'organise autour de l'Asean, l'Amérique autour de l'Alena et du Mercosur. A l'évidence l'Europe doit s'organiser en grande région hémisphérique pour réguler la mondialisation.

Ce grand ensemble régional Nord-Sud pourrait négocier, en meilleure position dans les

institutions internationales, à l'OMC notamment, pour la préservation de son propre modèle de développement fondé sur trois grands principes : la proximité, la complémentarité, la solidarité Nord-Sud.

Construire ensemble l'avenir, de l'Europe et de l'Afrique, en commençant par la Méditerranée, sera difficile. Cela prendra du temps. Raison de plus pour ne pas tarder, car la mondialisation va vite. L'Union euro-méditerranéenne puis euro-africaine, est le seul projet politique capable d'éviter que le monde ne soit gouverné par un G2 Etats-Unis – Chine, et capable de défendre un autre modèle de développement durable.

« Appel pour une Communauté du Monde Méditerranéen », Le Monde, 6 décembre 2005